

# Document

## La Pologne demande une ligne de crédit de 20 milliards de dollars (16.04)

### **AP - 14.04**

La Pologne va demander une ligne de crédit flexible d'environ 20 milliards de dollars (15 milliards d'euros) au Fonds monétaire international (FMI) pour l'aider à lutter contre les effets de la crise économique.

Le ministre des Finances Jacek Rostowski a expliqué que cet argent permettra d'augmenter les réserves de la banque centrale polonaise d'environ un tiers et "immunisera l'économie polonaise contre le virus de la crise et des attaques spéculatives".

Il a ajouté que Varsovie entendait également utiliser cette ligne de crédit "pour renforcer le rôle de la Pologne en tant que pilier de stabilité, afin que la stabilité de l'économie polonaise puisse aider à stabiliser d'autres économies dans la région".

Jacek Rostowski a assuré que les fondements de l'économie polonaise demeuraient sains. Même si la monnaie polonaise, le zloty, a baissé face à l'euro et au dollar, et que sa production industrielle a baissé au cours des cinq derniers mois, la Pologne devrait en effet être l'un des rares pays de l'Union européenne à connaître une croissance positive cette année. La banque centrale polonaise prédit ainsi une croissance de 1,1% du PIB en 2009.

Dans un communiqué, le secrétaire général du FMI Dominique Strauss-Kahn a salué la décision de Varsovie, soulignant que la Pologne a "une longue histoire de politiques économiques saines".

Le Premier ministre polonais Donald Tusk avait dévoilé en novembre un plan de relance de 24 milliards d'euros pour stabiliser les finances du pays et relancer l'économie.

En plus de ses prêts aux pays en grandes difficultés économiques, le FMI a créé des lignes de crédit flexible pour aider les économies en meilleure santé à avoir un accès à des fonds avec moins de contraintes. Selon le ministre Jacek Rostowski, la Pologne devrait être le deuxième pays à bénéficier de ce système de ligne de crédit, après le Mexique.

Le FMI a, en revanche, accordé des prêts à cinq pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Lettonie, Ukraine, Serbie et Roumanie) en difficultés face à la crise.